

Anderlecht-Ghelamco : accord... sauf sur les plans

EUROSTADIUM Fumée moins blanche que celle émanant du communiqué commun

► Moyennant certaines concessions, le réchauffement des relations entre Anderlecht et le promoteur

du futur stade national a été couché sur papier.

► Mais des inconnues subsistent notamment par rapport au concept même de l'enceinte, ce qui menace les délais de construction.

La brouille n'aurait-elle donc été que passagère entre le Sporting d'Anderlecht et le promoteur belgo-néerlandais BAM-Ghelamco ? Ils ont en tout cas réaccordé leur violon. Mais seulement sur des principes de base.

1 Qui a fait quelles concessions à qui ?

Mercredi à l'Hôtel de Ville de Bruxelles un accord de principe sur la poursuite de la collaboration entre les principaux acteurs du dossier de l'Eurostadium (Ville, Parc des expositions de Bruxelles, RSCA et BAM-Ghelamco) a été paraphé. Mais se résume surtout à une déclaration d'intention actée puisqu'elle n'englobe pas l'ensemble de la problématique. Nos confrères du *Tijd* ont levé un coin du voile jeudi matin en évoquant une baisse de loyer concédée par le constructeur, de 11,3 à 9,95 millions. Un geste sur lequel beaucoup s'interrogent et qui, d'après nos informations, s'accompagnerait de la baisse substantielle de certaines taxes régionales, en faveur du Sporting. Mais est-ce suffisant aux yeux du conseil d'administration d'Anderlecht, par rapport à un seuil de rentabilité d'une opération portant sur les 30 prochaines années ? En d'autres termes, le club a-t-il obtenu

d'autres garanties tenues plus secrètes encore, comme la mue d'une partie du loyer en une sorte de rente viagère ? Jeudi, les opposants au projet se montraient particulièrement sceptiques sur ce point. Idem par rapport à BAM-Ghelamco qui, en contrepartie du lest lâché, aurait bénéficié de certains aménagements avantageux du bail emphytéotique.

Reste la principale pierre d'achoppement éludée par les communiqués triomphateurs : les plans du stade, pas encore ratifiés par Anderlecht. Et loin de l'être. L'écueil de l'abaissement de la capacité du stade ayant été évité de jus-

tesse (tous voulaient réduire le projet à 45.000 places pour alléger le business plan, mais la Ville ne souhaitait surtout pas dire adieu au match d'ouverture de l'Euro 2020), il faudra maintenant se remettre à table pour se mettre d'accord sur les aménagements que réclame le Sporting. Ce qui, dans l'état actuel des exigences mauves, ne sera pas une mince affaire. De son côté, l'Union belge ne moufte pas puisqu'elle s'imagine, nous dit-on là-bas, simple locataire au coup par coup.

2 Des recours sont-ils encore possibles ? Bien entendu, et cela pourrait gêner les promoteurs qui doivent déjà faire face à un calendrier serré si le stade doit être prêt pour 2019, un avant l'Euro 2020. A la Région flamande, au cabinet de la ministre Joke Schauvliege (CD&V), en charge de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, on ne veut toutefois pas encore trop s'étendre sur le sujet. « Pour l'instant, le cabinet n'a reçu que des plans partiels du projet, souligne Jan Pauwels, porte-parole de la ministre, en l'occurrence ceux du stade lui-même mais pas de tout ce qui l'entoure. Dès lors, il n'est pas encore possible à la ministre de faire de déclarations pertinentes sur l'applicabi-

lé du stade dans le plan régional d'aménagement. » Mais plusieurs comités de quartier, qui se sont réunis en ASBL, attendent la demande du permis de bâtir pour intenter des recours à l'aide de leur bureau d'avocats. Selon Philippe Fierens, porte-parole du comité Trefl (Grimbergen), l'accord de mercredi soit, « qui n'est jamais qu'un accord logique et normal entre un futur propriétaire et un futur locataire », ne change rien à leur postulat de départ selon lequel la construction d'un stade sur le parking C n'est pas en « conformité avec les règles d'urbanisme » de l'endroit, « surtout quand on voit les problèmes de mobilité qui existent déjà aujourd'hui sur le ring et sur la chaussée Romaine ». Très surpris du manque de transparence du dossier, il reste convaincu que le stade ne verra pas le jour... « sauf si tout est acheté ».

3 Comment la commune d'Anderlecht va-t-elle réaffecter le site du stade actuel quand le Sporting sera parti ?

Partant du principe que gouverner c'est prévoir, elle n'a pas attendu l'accord de mercredi pour bouger, consciente que la décision du Sporting d'émigrer à Grimbergen finirait bien par tomber. Ce jeudi soir, au conseil communal, un marché

public a été lancé pour une « étude de faisabilité sur les potentialités programmatiques du stade d'Anderlecht » qui devrait être bouclée pour la fin de l'année. Selon Gaëtan Vangoidsenhoven (MR), l'échevin de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, « même si le futur stade national n'a pas encore de permis, il faut avancer. On ne peut plus attendre de longs mois. » La commune est propriétaire du foncier et le club de l'infrastructure et les possibilités de reconversion du site sont multiples ; les parkings sont en zone d'habitation, le stade en zone d'équipement collectif. « Toutes les portes sont ouvertes mais

nous aimerions garder une affectation rayonnante en lien avec le sport », dit encore Vangoidsenhoven.

4 L'accord condamne-t-il un peu plus l'athlétisme à Bruxelles ?

De toute évidence, il ne présage rien de bon pour le premier sport olympique. L'enterrement du dossier du futur stade national aurait pu laisser un espoir d'une rénovation en profondeur du stade Roi-Baudouin. Ici, les organisateurs du Mémorial Van Damme et les dirigeants de l'Excelsior, le club d'athlétisme résident, se retrouvent dans une position délicate puisqu'il a été répété que le stade actuel sera démolé à terme... même si celui-ci n'a pas été défini. Une réunion initiée par Yvan Mayeur (PS) et Alain Courtois (MR), les bourgmestre et échevin des Sports de la Ville de Bruxelles, a eu lieu ce mardi en présence de plusieurs représentants des régions, du COIB, des ligues d'athlétisme et du Mémorial Van Damme (mais curieusement pas de l'Excelsior, à propos duquel Courtois a révélé un accord pour le délocaliser à Neder-over-Heembeek sur une piste ne faisant pas 400 m, ce qui a été formellement démenti par les dirigeants du club d'athlétisme). Rien de bien concret n'en est sorti, personne ne se sentant de toute évidence les épaules pour « porter » un nouveau projet, à Bruxelles ou ailleurs. La Ville a rappelé qu'elle ne voulait pas être la seule à tenter de trouver une solution ni de la financer ou d'entretenir d'éventuelles nouvelles installations, mettant les autres institutions face à leurs responsabilités. Bref, on semble tourner en rond et rien n'a vraiment avancé en ce qui concerne l'avenir du Mémorial Van Damme depuis mai 2013, lorsqu'on a parlé pour la première fois du nouveau stade national. ■

FRÉDÉRIC LARSIMONT
PHILIPPE VANDE WEYER

COMMENTAIRE

FRÉDÉRIC LARSIMONT

PIEDS ET POINGS LIÉS EN PLEIN JEU DE DUPES

A supposer qu'il voie le jour dans les temps impartis par l'UEFA (en gros, un an avant le match d'ouverture de l'Euro des Villes en 2020, plus ou moins promis à Bruxelles pour la symbolique), ce stade national déjà bien mal né avant qu'il ne voit le jour, ne sera malheureusement pas celui de tous les amateurs de sport, de tous les acteurs politiques et socio-économiques et encore moins de tous les Belges. Ce qui nourrit bien évidemment une ou deux réflexions.

1. Le constat par rapport au spectacle déplorable offert par les acteurs de ce dossier - partisans comme détracteurs - est consternant. Vu, notamment, la nécessité pour la capitale de l'Europe, de posséder des infrastructures sportives de format international au même titre que doivent l'être les hauts lieux de la culture de ce pays. Une évidence qui n'est visiblement pas comprise par tous et qui ne cesse de

compliquer un dossier qui l'est déjà suffisamment au départ. De la localisation sur ce fameux Parking C flamand (mais relié à Bruxelles par une passerelle qui constitue un pont trop loin pour bon nombre de francophones), jusqu'au montage financier (où le politique a notamment été rattrapé par sa niaiserie après avoir tenté d'éluider le débat des deniers publics à injecter dans un stade comme on en consacre à d'autres domaines de la vie en société), en passant par l'impossible cohabitation entre le football et les autres sports (la fameuse piste d'athlétisme rejetée en bloc par le Sporting d'Anderlecht), l'évolution chaotique de l'affaire est malheureusement conforme à ce que l'on pouvait craindre.

2. Entre le politique et le business, se joue en réalité un bras de fer au milieu d'un vrai jeu de dupes. Lequel oppose d'une part les nouveaux hommes fort d'Anderlecht (depuis le passage en SA, la famille Vanden Stock rend désormais des comptes à son CA et non plus le contraire comme lors des décennies précédentes) et d'autre part le promoteur belgo-néerlandais BAM Ghelamco, qui n'a pas vraiment vocation à la philanthropie. Avec, au balcon, l'Union belge (simple locataire potentielle qui compte les points en se réjouissant notam-

ment du déblocage récent du dossier du stade brugeois et de la probable extension de l'enceinte de Gand). Et, abandonné dans un coin ring, à portée des mauvais coups, des autorités bruxelloises et régionales à la fois impuissantes et déterminées à ne pas perdre la face.

3. Pieds et poings liés, tout ce beau monde est condamné à s'entendre, malgré les toutes dernières réticences en date qui concernent le business plan, c'est-à-dire le partage du gâteau. La rentabilité et la nécessité de trouver un nouveau toit restent au cœur des préoccupations anderlechtoises, le bénéfice constitue le souci premier de BAM-Ghelamco et le lever de rideau de l'Euro 2020 l'obsession absolue à l'hôtel de ville de Bruxelles où l'indéfectible soutien mutuel entre le bourgmestre Yvan Mayeur et son premier échevin Alain Courtois fait penser à s'y méprendre à un pacte politique entre le PS (sur le projet Néo et le piétonnier du centre-ville) et le MR (sur le stade national).

4. Etant donné la très faible rentabilité qu'offrirait un agrandissement du parc Astrid via un 3^e anneau, Anderlecht semble, par voie de conséquence, ne plus avoir d'autre choix que de monter dans le tram vers le plateau du Heysel.